

Art. 8. — L'absence de service fait, par suite d'une cessation concertée du travail entraîne une réduction proportionnelle du traitement ou salaire et de ses compléments, autres que les prestations familiales.

Quel que soit le mode de rémunération, la cessation du travail pendant une durée inférieure à une journée de travail donne lieu à une retenue égale à la rémunération afférente à cette journée.

Art. 9. — Est assimilé à l'absence de service fait le service mal fait.

Le service est mal fait lorsque l'agent s'abstient d'effectuer tout ou partie de ses heures de service ou n'exécute pas tout ou partie des obligations de service qui s'attachent à sa fonction.

Art. 10. — En cas de grève, un service minimum doit être assuré dans les secteurs déterminés, et suivant les modalités fixées par décret en Conseil des ministres.

Art. 11. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 11 septembre 1992.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

*LOI n° 92-572 du 11 septembre 1992 portant abrogation de la loi n° 77-526 du 30 juillet 1977 fixant la durée minimum de service à accomplir dans l'Administration par les médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes.*

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. — La loi n° 77-526 du 30 juillet 1977 fixant la durée minimum de service à accomplir dans l'Administration par les médecins, pharmaciens et chirurgiens-dentistes est abrogée.

Art. 2. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 11 septembre 1992.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

*LOI n° 92-573 du 11 septembre 1992 relative au licenciement pour motif économique.*

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. — Constitue un licenciement pour motif économique, le licenciement opéré par un employeur en raison d'une suppression ou transformation d'emploi, consécutives notamment à des mutations technologiques, à une restructuration ou à des difficultés économiques de nature à compromettre l'activité et l'équilibre financier de l'entreprise.

Art. 2. — Le chef d'entreprise qui désire effectuer un licenciement de plus d'un travailleur pour motif économique doit organiser avant l'application de sa décision une réunion d'information et d'explications avec les délégués du personnel qui peuvent se faire assister de représentants de leurs syndicats.

L'inspecteur du Travail et des Lois sociales du ressort participe à cette réunion.

Le chef d'entreprise doit adresser aux délégués du personnel et à l'inspecteur du Travail et des Lois sociales, huit jours au moins avant la réunion, un dossier précisant les causes du licenciement projeté, les critères retenus, la liste du personnel à licencier et la date du licenciement.

Art. 3. — L'inspecteur du Travail et des Lois sociales signe avec les parties le procès-verbal de la réunion.

Il s'assure au moment du licenciement du respect de la procédure prescrite par la présente loi et des critères fixés par le chef d'entreprise.

En cas de non-respect de la procédure et des critères fixés, l'inspecteur du Travail et des Lois sociales le notifie par écrit au chef d'entreprise.

Art. 4. — Lorsqu'intervient le licenciement de plus d'un travailleur pour motif économique, le chef d'entreprise remet à l'inspecteur du Travail et des Lois sociales, trois exemplaires du dossier complet de la décision prise.

Art. 5. — Sous réserve des dispositions de l'article 64, alinéa 2 du Code du Travail, est nulle et de nul effet toute convention collective prévoyant une procédure de licenciement de plus d'un travailleur pour motif économique non conforme à celle visée par la présente Loi.

Art. 6. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 11 septembre 1992

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

*LOI n° 92-574 du 11 septembre 1992 accordant aux fonctionnaires admis au bénéfice du départ volontaire la jouissance anticipée de la pension proportionnelle.*

L'ASSEMBLEE NATIONALE A ADOPTE,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier. — Par dérogation aux dispositions de l'article 13 de la loi n° 62-405 du 7 novembre 1962 portant organisation des pensions civiles, peuvent bénéficier de la jouissance de la pension proportionnelle avant la limite d'âge qui leur est applicable, les fonctionnaires comptant au moins quinze années de services liquidables pour la pension et admis au bénéfice du départ volontaire.

Art. 2. — Un décret en Conseil des ministres fixe les modalités d'application de la présente loi.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat et publiée au *Journal officiel* de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 11 septembre 1992.

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.